

## La bourse ou l'élite

Le début de cette année a été marqué par une attaque combinée du gouvernement, des médias et de certains intellectuels contre les Grandes Ecoles. Les milieux favorisés y sont surreprésentés, dit la Ministre de l'Education, il faut qu'elles arrivent à un taux de 30% de boursiers (actuellement on en est à 24%). Et puis, après une protestation de la Conférence des Grandes Ecoles, le **Monde** titre en 1ère page : *Les grandes écoles ne veulent pas de "quotas" de boursiers* (le 5 janvier 2010). Et le 7 janvier le **Monde** publie une libre opinion signée conjointement par François Pinault, le milliardaire au grand cœur, bien connu pour ses positions sociales, et Alain Minc, cette araignée grise assise au milieu de la toile tissée entre toutes les sociétés du CAC 40, véritable symbole du capitalisme à la française bien verrouillé (30 personnes que l'on retrouve dans tous les Conseils d'Administration du CAC 40 et 100 qui en contrôlent plus de 40% des droits de vote). « *Nous avons eu un haut le cœur* », disent-ils. Devant cette « *réticence indigne* » qu'a eue la Conférence des Grandes Ecoles. Cet égoïsme ! « *Comment peut-on dans la société contemporaine être aussi réactionnaire ?* » (Amusant, non ?). Déjà dans le Monde du 5 janvier 2010, c'était le Directeur de Sciences Po, Richard Descoings, probablement proche du pouvoir lui aussi, qui avait lancé ses invectives : « *C'est la réaction antisociale dans toute sa franchise* ». Et chaque fois qu'il parle des Grandes Ecoles il utilise l'expression « *lobby des grandes écoles* ». (La Conférence des Grandes Ecoles compte quand même 200 membres ! Et comme par hasard Sciences Po n'en fait pas partie). Alors, dans un premier temps, cette attaque générale et brutale m'a plutôt choqué.

Mon expérience à moi, il est vrai, est déjà lointaine puisque j'ai été en taupe à Strasbourg entre 1952 et 55 et à Centrale entre 1955 et 58. Mais ce dont je puis témoigner c'est qu'à l'époque mon père ne connaissait rien ni aux Grandes Ecoles ni aux classes préparatoires. C'est mon prof de maths de 1ère classique latin-grec qui, trouvant que j'étais plutôt doué en maths, m'a persuadé que ma filière ne menait à rien et que je devais passer en terminale math (qui s'appelait à l'époque mathélem). Et quand j'étais en mathélem c'est encore lui qui m'a persuadé de faire taupe au Lycée Kléber de Strasbourg (j'étais au lycée de Haguenau). Et quand je me suis retrouvé en taupe je n'ai pas eu l'impression que moi et mes condisciples nous faisons partie de milieux favorisés. D'ailleurs sur les 7 qui ont intégré Centrale avec moi deux étaient fils de paysans vosgiens et venaient du Lycée d'Epinal. Et, eux, c'était leur prof de physique-chimie qui, les ayant accompagnés à leurs épreuves du bac à Nancy et puis, les ayant invités à déjeuner, leur a conseillé, non seulement de faire la taupe, mais même de la faire à Kléber qui était alors la meilleure taupe de la région Est.

Alors c'est vrai : entre-temps il semble bien qu'il y ait eu un glissement de l'origine sociale des élèves vers les classes favorisées. Mais est-ce la faute aux Ecoles ? Le nombre de places disponibles tant dans les classes préparatoires que dans les Ecoles a considérablement augmenté. Dans une proportion probablement largement supérieure à l'augmentation de la population totale. Est-ce la faute au système français des concours d'entrée ? Le 11 janvier c'est au tour d'une sociologue, Monique Dagnaud, Directrice de Recherche au CNRS, de sonner la charge sur **Slate**, le nouveau magazine du Net ouvert aux blogueurs et dont l'un des fondateurs, en France, est Jean-Marie Colombani, l'ancien du **Monde**. Elle parle de « *tragédie des grandes écoles* ». « *Dans ce système de sélection* », dit-elle, « *le capital culturel des familles d'origine compte davantage que ses ressources économiques* ». Sa démonstration ne me convainc qu'à moitié. Que la haute bourgeoisie essaye de faire entrer ses rejetons dans le cycle des Grandes Ecoles, parce qu'elle sait ce que cela signifie pour la suite de leur carrière professionnelle, est certainement vrai. Mais quand un enfant n'est pas doué et ne veut pas travailler, même s'il est fils de soyeux, il n'intégrera rien (même pas Math Spé). Le fils Bush a fait Harvard. En France je suis certain qu'il n'aurait jamais intégré ni Centrale, ni l'X, ni HEC, ni

l'ESSEC (peut-être Sciences Po...). Et c'est bien pour cela que la gauche qui croit encore à l'Ecole de la République n'est pas prête à suivre la droite dans ce combat (mais je viendrai à la politique plus loin). Que les enfants de ceux qui ont des professions intellectuelles soient avantagés c'est possible : enseignants (mais on ne peut pas dire qu'ils font partie des riches), professions libérales (mais je trouve que médecins, avocats et notaires sont bien moins cultivés aujourd'hui qu'il y a 50 ans !) et cadres supérieurs : peut-être ces enfants-là ont-ils plus de chances que les autres parce qu'on les pousse plus et parce que la culture fait partie des valeurs de ces familles-là. Mais il ne faut pas exagérer non plus. Et dire que la différence est faite dès la maternelle, que Monique Dagnaud m'excuse, est carrément une idiotie. D'ailleurs l'un des blogueurs qui a commenté son article l'a déjà dit. La culture s'acquiert aussi en-dehors de la famille : lecture, profs, rencontres. Pour moi le problème essentiel vient du système éducatif lui-même : les lycées et collèges ne font plus leur boulot qui est de former, de conseiller et de guider leurs élèves méritants. Parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Et parce qu'aujourd'hui ils sont loin d'être tous égaux. C'est l'inégalité de l'enseignement primaire et secondaire qui est en cause en France (une inégalité qui concerne aussi les différentes prépas de France). Les élèves de la taupe de Kléber à Strasbourg, dans les années 50, venaient de tous les lycées de la région : Saverne, Bischwiller, Haguenau, Colmar, Mulhouse, Cernay, Munster, Epinal, Dijon même, sont quelques-unes des origines des élèves dont je me souviens.

Ceci étant, on peut bien sûr se poser la question de savoir s'il faut conserver le système français : prépas – concours – grandes écoles. Je me le suis souvent demandé. Et pourtant, personnellement j'ai beaucoup apprécié les classes préparatoires. Bien plus que Centrale dont l'enseignement était alors plutôt sclérosé. Et je ne suis pas le seul. Mon ami Bob dit la même chose que moi. Les classes préparatoires nous ont apporté énormément tant sur le plan intellectuel (capacité de travail, de rapidité d'acquisition, de synthèse, entre autres) que sur le plan du caractère (capacité de résistance au stress, d'accepter la compétition, de surmonter l'échec, les rebuffades, l'humiliation même). Plus tard, à l'Ecole, j'ai décompressé, fait le minimum nécessaire (un autre blogueur qui commente l'article Dagnaud note la même attitude, en le regrettant), mais cela m'a permis de m'ouvrir à nouveau au monde, à la littérature, au cinéma, à la culture (aux filles aussi). Comment notre système se compare-t-il à ceux des autres pays européens ? J'ai dirigé un groupe multinational de PME et j'ai eu à engager personnellement des cadres dans différents pays européens et en Amérique du Nord. Et j'ai pu constater que le système français était unique en Europe et même dans le monde. Mais même en France toutes les écoles ne suivent pas le même modèle. Certaines ont leurs propres classes préparatoires intégrées. C'est le cas des Arts et Métiers, il me semble. C'était le cas de l'ENSAIS de Strasbourg, où j'ai recruté plusieurs ingénieurs remarquables. Mais la sélection existe aussi dans les autres pays. Bien évidemment. Simplement elle est moins brutale. Elle ne se fait pas en une fois mais progressivement au cours des années (encore qu'une certaine progressivité existe également dans le système français : à l'entrée en 1ère année des prépas, au passage en 2ème année). Mais la singularité française c'est aussi la formation extrêmement théorique, mathématique des classes préparatoires scientifiques. Les élites françaises (du moins celles qui proviennent des prépas scientifiques) sont criblées sur la base d'une intelligence abstraite. Ce sont des théoriciens qui préfèrent souvent coller à la théorie plutôt que tenir compte de la réalité. Ils sont donc moins pragmatiques que les élites allemandes p. ex. Mais cette formation a aussi ses avantages : ils sont capables d'analyser rapidement des problèmes ou des textes complexes et d'en faire la synthèse. Et leur pensée est logique, rationnelle. De toute façon croire que l'on pourrait du jour au lendemain changer de fond en comble le système français est une belle illusion. Et c'est là que l'on vient à la pratique politique selon Sarkozy.

Lancer le plus souvent possible une idée qui remue les médias, sans se préoccuper de savoir si elle est réalisable ou non, est typiquement sarkozyen. C'est la démagogie à l'état pur. Les Grandes Ecoles doivent recueillir 30% de boursiers ! Comment ? Ce ne sont pas elles qui attribuent les bourses. Elles ne peuvent même pas faire cadeau des frais scolaires : elles sont gratuites (ou presque). Oui, mais on peut organiser une

deuxième possibilité d'accès, dit alors Sarkozy. Comment ? Actuellement le cursus des écoles scientifiques comprend deux à trois années de prépas scientifiques (à force maths, physique et chimie), puis trois autres années (en général) à l'Ecole, et là encore les matières enseignées au moins au cours des premiers 18 mois sont toujours très théoriques. Alors on les fait entrer où, les boursiers, et comment font-ils pour suivre les cours de l'Ecole (en prépa comme dans les Ecoles on pratique, contrairement à l'Université, le contrôle continu) ? Alors on dit que les Ecoles craignent que le niveau pourrait baisser. Non, elles disent simplement qu'elles ne voient pas comment faire.

Je dis que le système sarkozyen est démagogique parce qu'il attire l'attention sur une situation apparemment injuste : les élites viennent des milieux favorisés et ce sont ces élites qui tiennent le haut du pouvoir. Et lui, Sarkozy, va changer tout cela. L'homme-miracle. Et la foule applaudit. Et la sociologue Monique Dagnaud de comparer les « *parchemins des grandes écoles* » à « *l'anoblissement de l'Ancien Régime* » (elle reconnaît quand même qu'ils ne sont pas héréditaires). Et elle étudie les titres universitaires des patrons du CAC 40 et trouve que sur 40 patrons 29 avaient fait « *le parcours d'excellence* ». Elle aurait mieux fait d'étudier leur origine sociale car, comme le fait remarquer un autre blogueur, en France, pour arriver aux plus hautes responsabilités des grandes entreprises le « *parchemin* » ne suffit pas forcément. Il vaut mieux être sorti de la grande bourgeoisie. J'avais fait la même remarque. Voilà ce que j'écrivais quelque part dans mon Voyage à propos de mon exil au Luxembourg : « *C'est que je venais tout à coup de comprendre que pour avancer dans un grand groupe comme celui où je me trouvais, devenir Directeur Commercial ou Directeur International d'une grande entreprise française, ce que je m'étais fixé comme objectif, il me manquait quelque chose: c'était la naissance, c'était "l'éducation", celle qui vous apprend à respecter l'argent et la position, c'était faire partie d'une certaine société qui était de Lyon ou qui était du 16ème, ou encore mieux, pouvait s'affubler d'une particule. Et il me manquait encore quelque chose de plus, c'était cette flexibilité de la colonne vertébrale qui vous permet de flatter ou de courtiser ou de vous emmerder à mort sans vous rebiffer à ces dîners parisiens où parodent tant de crétins momifiés. Et c'est ainsi que j'ai choisi de devenir le premier dans une entreprise à ma taille, loin de Paris, loin des amis, loin de tout.* »

Mais revenons encore une fois au système sarkozyen et à son aspect démagogique. En focalisant ainsi le regard de l'opinion publique sur un petit nombre (les privilégiés qui sont au sommet, qui ne souffrent pas comme vous, qui sont peut-être même responsables de vos malheurs – alors que lui-même adore les fréquenter, les privilégiés, les vrais, ceux qui ont l'argent et le pouvoir) on arrive à faire oublier les vrais problèmes. Et d'abord celui de l'enseignement public dans son ensemble. Si, comme le croit Monique Dargaud (et d'autres spécialistes qui se sont penchés sur la question), c'est l'environnement culturel de la famille qui conditionne aujourd'hui le succès dans les « *voies d'excellence* », cela montre bien la faillite du système éducatif. Dans ma jeunesse les lycées avaient tous un niveau plus ou moins équivalent et les élèves avaient tous les mêmes chances d'accéder à cette fameuse « *voie d'excellence* ». Tous les lycées n'étaient pas parfaits, bien sûr. Je me souviens qu'à mon époque, mon lycée avait un très mauvais prof de maths, un très mauvais prof de physique-chimie (tellement mauvais que j'en ai gardé un handicap tout au long de mes études supérieures), des profs d'anglais débutants qui se faisaient chahuter et une prof de philo enceinte et absente la moitié du temps, mais tous les profs de lettres classiques, français, latin, grec, allemand, étaient excellents, le prof d'histoire-géo également et le prof de maths des deux classes terminales tout simplement exceptionnel (et en plus très humain). Et nous avons un autre avantage : nos classes étaient petites, 20 au maximum, 12 en latin, 4 en grec, 10 en mathém. Aujourd'hui c'est l'inégalité qui règne. Et c'est là qu'il faut chercher la cause du mal et pas ailleurs. Et je ne parle même pas des lycées et collèges des banlieues, des quartiers difficiles. Ce problème-là est carrément occulté. Cela fait exactement un an, en janvier 2009, que Fadela Amara devait nous présenter son plan banlieue. Que s'est-il passé depuis ? En février Sarkozy a accepté de transférer un certain montant du plan transports au plan banlieue : on va faciliter les communications en banlieue sud de l'ouest vers l'est (Orly). C'est tout. Après cela on n'en a plus jamais parlé. Et comme Fadela n'a toujours pas

jugé utile de démissionner on n'en entendra plus parler avant longtemps. Surtout si on incite les médias à s'occuper d'autre chose. Des Grandes Ecoles p. ex. Alors que le problème des enfants des banlieues n'est même pas celui-là. Que leur problème est d'abord d'accéder à un enseignement correct. Un enseignement qui leur permette – au moins – de trouver du boulot !

Au cours des semaines qui ont suivi la controverse a continué à occuper les médias. Le 13 janvier le **Monde** publie un grand dossier sur l'université. Jamil Salmi, coordonnateur de la Banque mondiale pour les questions d'enseignement supérieur trouve qu'il y a beaucoup d'hypocrisie concernant la sélection en France. Elle n'existe pas seulement pour les Grandes Ecoles mais aussi en médecine et pour les masters 2. Alors pourquoi ne pas généraliser puisque de toute façon « *50% des inscrits en 1ère année de licence sont condamnés à échouer, ce qui est très démotivant pour les jeunes en question et représente un gâchis de ressources au niveau national* ». Le 19 janvier un groupe de professeurs d'universités publie une grande étude sur le thème suivant : « *L'obligation faite aux grandes écoles d'accueillir 30% de boursiers masque l'inégalité de l'enseignement supérieur français. Le gouvernement a tort de se focaliser sur les filières d'excellence au lieu de réformer l'université* ». Et puis le 20 janvier on apprend que la Confédération des Grandes Ecoles a accepté l'objectif des 30% ! Comment ? Toutes vont participer au tutorat des lycéens (les cordées de la réussite) devant renforcer la culture générale des jeunes d'un certain nombre de lycées en milieu défavorisés et leur accorder un soutien devant anticiper les concours. Louable mais coup d'épée dans l'eau ! Et puis on va analyser le contenu des épreuves. L'anglais est discriminatoire. Ainsi on pourrait p. ex. supprimer l'anglais aux concours d'entrée de HEC et de l'ESSEC. C'est vrai au fond : Sarkozy ne parle pas la langue de Shakespeare. Pourquoi l'imposer à nos futurs exportateurs ? Et puis on va créer une commission. Qui va soumettre un rapport. Et la Conférence des Grandes Ecoles va lancer sa propre analyse. Mais dès maintenant le Directeur de HEC considère que toutes les épreuves sont socialement discriminatoires. Valérie Pécresse est arrivée à la même conclusion. Même les Maths, dit-elle. Trop abstrait. « *Pour un jeune qui n'a personne à la maison pour l'aider* ». Je crois que la conclusion s'impose d'elle-même. Il faut supprimer toutes les matières du concours. Donc le concours lui-même !

Hier soir, 26 janvier, – et je terminerai par là – Marie Drucker animait une émission à la télé (**Ondes de choc**) intitulée : **la réussite en héritage**. Une émission très confuse, mal dirigée où se côtoyaient des gens « *bien nés* » (comme dit Sarkozy) et d'autres qui l'étaient moins et qui avaient quand même obtenu des diplômes mais pas de boulot. On a eu droit à un long reportage sur une école pour riches, l'Ecole des Roches en Normandie, où la scolarité coûte 20.000 Euros par an (un bon exemple de la façon dont les gens « *bien nés* » conservent leur avance sur les autres). Mais ce qui m'a surtout frappé c'est le témoignage d'un HEC, aujourd'hui patron d'une petite entreprise, et qui était visiblement fils d'immigrés maghrébins. A Trappes, dit-il, 75% des logements sont des logements sociaux. Moi j'ai échappé à la scolarité sur place parce que je voulais faire arabe en 1ère langue. Alors j'ai été transféré dans un lycée « *normal* » (je crois qu'il a parlé de Fontenay). J'ai eu pour amis des fils d'avocats et de cadres. J'ai suivi un cycle « *normal* » jusqu'aux classes préparatoires. Et puis j'ai fait HEC. Nous étions six enfants. Deux autres ont fait comme moi (lycée « *normal* ») et ont comme moi suivi et réussi des études universitaires. Les trois autres ont dû aller au collège de Trappes parce qu'on y avait maintenant la possibilité d'étudier là aussi l'arabe en 1ère langue. Deux d'entre eux n'ont même pas réussi à passer le bac. Mêmes parents, même intelligence, même éducation. Qu'en conclure ? L'enseignement à Trappes est-il vraiment plus mauvais qu'ailleurs ? Ou le problème ne vient-il pas du fait que tous les élèves sortent du même ghetto ? Un lycée peut-il être « *normal* » comme dit ce témoin s'il n'y a pas mixité sociale ? Avec la suppression de la carte scolaire on n'a rien fait pour résoudre le problème. Au contraire : ceux qui avaient les moyens ont mis leurs enfants ailleurs. Alors que la solution serait peut-être plutôt le busing forcé à l'américaine... On est bien loin des problèmes des Grandes Ecoles.